

# Pourquoi fermer la fac de Béziers ?

Par ANNE FRAÏSSE  
Présidente de l'université Paul-Valéry, Montpellier-3

Madame la Ministre, Vous agissez comme un médecin qui provoquerait la fièvre de ses malades, essaierait de les guérir par d'énergiques poisons et s'étonnerait de les voir mourir guéris. Je ne doute pas, qu'une fois traitées par «la procédure d'accompagnement» mise en place par vos équipes, les universités ne soient plus en déficit ; nous connaissons tous les remèdes proposés et les «solutions pour revenir à l'équilibre» qui s'apparentent beaucoup aux mesures de la loi LRU, celles-là mêmes auxquelles nous devons la mauvaise santé de nos universités. C'est sans doute ce que l'on appelle soigner le mal par le mal. En vérité, M<sup>me</sup> la Ministre, vous ignorez les difficultés de vos universités, et de la mienne en particulier ? Vous êtes bien la seule.

Vous ne voulez pas qu'on crée des quotas (plus exactement des capacités d'accueil), ils existent déjà. Vous inventez dans votre loi «la spécialisation progressive, les tronc communs, l'orientation choisie et accompagnée». Le gouvernement précédent les a mis en place il y a quatre ans. Découvrez- vous aussi les gels de postes, les fermetures de formations et les déficits accumulés ? Voyez vos comités sur le sauvetage des disciplines rares et vos mesures d'accompagnement pour

universités en déficit. Ouvrez les yeux, M<sup>me</sup> la Ministre. Bien sûr, la fermeture de Béziers, l'inquiétude des étudiants ; ce n'est pas la faute de l'Etat, c'est la mienne. Mauvaise gestion, trop de formations, trop de personnels. Je ne répondrai pas ici à ces accusations destinées à éluder le problème. Vous ne pouviez officiellement ignorer la situation de mon université puisque M. le Recteur la connaissait.

Ce que vous me reprochez, c'est de ne pas avoir réclamé «la procédure d'ac-

**Sous couvert de traitement, ces deux gouvernements successifs ont prescrit des saignées dans la masse salariale qui rétablissent peut-être nos budgets mais nous laissent exsangues.**

compagnement par le ministère», mise en place par vos soins, système discret pour soigner la maladie honteuse que deux gouvernements successifs ont inoculée à nos établissements pour multiplier, sous couvert de traitement, des saignées dans la masse salariale qui rétablissent peut-être nos budgets mais nous laissent exsangues. M<sup>me</sup> la Ministre, je vous soupçonne, votre équipe et vous, d'être de mauvais médecins et je refuse que mon université soit traitée dans votre hôpital, ou plus exactement,

puisque la chose est vraisemblablement inévitable, cela se fera publiquement et vous ne nous proposerez pas vos purges et amputations sans que tous n'en soient informés.

C'est un vilain travail que je ne ferai pas pour vous et dont vous prendrez la responsabilité. Car il est temps d'assumer la politique que vous avez héritée du précédent gouvernement et que vous continuez à pratiquer.

Non, l'Etat ne s'engage pas et n'augmentera pas le budget des universités quand il accroît les charges et les prélèvements divers et retire de la main gauche ce qu'il a donné de la main droite.

Non, la loi LRU ne donne aucune autonomie financière aux universités, elle est faite pour organiser de force la réduction de la masse salariale en mettant nos établissements à plus ou moins long terme en déficit structurel. Non, vous ne pouvez de façon crédible «réaffirmer le rôle et la place des campus de proximité», dire votre attachement «au travail en réseau» car c'est nécessairement ce que vont détruire en premier les coupes pratiquées dans cette masse salariale.

Ce que vous appelez pudiquement «redressement des universités et réduction de la masse salariale», c'est la diminu-

tion des postes, moins de personnels, moins de recherche et moins de formations. Moins de formations, moins d'étudiants formés et des suppressions de sites, c'est une logique purement comptable. Et les courbes qui montrent que le développement de l'enseignement supérieur repose actuellement sur la croissance des formations privées le démontrent amplement.

M<sup>me</sup> la Ministre, vous aimez les sites délocalisés, vous aimez les universités, vous aimez les Lettres langages et arts (LLA) ainsi que les Sciences humaines et sociales (SHS), vous nous l'avez souvent dit ; alors permettez-moi de vous réciter un petit poème de Prévert qui vous dira le fond de ma pensée.

«Tu dis que tu aimes la pluie et tu fermes la fenêtre / Tu dis que tu aimes les fleurs et tu leur coupes la queue / Tu dis que tu aimes les poissons et tu les pêches et tu les manges / Alors quand tu dis que tu m'aimes / J'ai un peu peur.»

M<sup>me</sup> la Ministre, je crois que vous nous aimez trop et je ne voudrais pas que mon université, tout entière Lettres langages et arts et Sciences humaines et sociales, avec une antenne délocalisée et donc trois fois aimée, termine dans votre assiette sous la forme d'une arête.

Aimez-nous moins, M<sup>me</sup> la Ministre, mais changez de politique et n'empêchez pas nos universités de remplir leurs missions.